

## COMMENT CONTRER LE « BREJNEV SYRIEN » ?

La République arabe de Syrie constitue, d'une certaine façon, une anomalie. D'une part, en effet, elle n'est qu'un petit pays de 11 millions d'habitants, doté d'une économie faible (son produit intérieur brut s'élève à 18 milliards de dollars), en proie à de multiples tensions sociales et luttes inter-communautaires. D'autre part, le gouvernement de Hafez el-Assad joue, depuis des années, un rôle majeur au Moyen-Orient : il est parvenu à bouleverser les initiatives déployées par les grandes puissances au Liban et, dans le cadre du conflit israélo-arabe, à intimider les riches États producteurs de pétrole et à développer une formidable capacité militaire. Cette distorsion témoigne de l'extraordinaire habileté politique du Président syrien.

Lorsqu'on considère le tort causé aux Syriens eux-mêmes, à d'autres peuples moyen-orientaux et aux intérêts occidentaux par vingt années de système Assad, on ne peut que voir dans ce régime l'un des obstacles essentiels au progrès politique dans la région. Conscients des difficultés auxquelles se heurte actuellement Hafez el-Assad, quelles actions les Occidentaux devraient-ils entreprendre pour limiter sa capacité de nuire, ou même pour le contraindre à abandonner le pouvoir ?

### **La menace syrienne**

Le major Saad Haddad, commandant des forces du Sud-Liban, déclarait en 1980 : « Lorsque Dieu tout-puissant a accordé richesses et ressources au Moyen-Orient, Il y a placé la

\* Directeur du Foreign Policy Research Institute de Philadelphie. Rédacteur en chef de la Revue *Orbis*. Auteur, entre autres publications, de : *In the Path of God : Islam and Political Power*, Basic Books, 1983 ; *The Rushdie Affair : The Novel, the Ayatollah and the West*, Birch Lane Press, 1990 ; *Greater Syria : The History of an Ambition*, Oxford University Press, 1990.

Syrie pour qu'elle joue le rôle du Démon » (1). Dans le même esprit, un ambassadeur américain récemment en poste à Damas affirmait : « Les autres États du Moyen-Orient exportent des dattes, des tapis ou du pétrole; la Syrie, elle, exporte des problèmes ». Bien entendu, ces propos vont trop loin. Cependant, non-Syriens et Syriens ont de bonnes raisons de chercher à promouvoir le changement à Damas.

Depuis 1974, les autorités syriennes ont créé des ennuis à six pays voisins : la Turquie, Chypre, le Liban, Israël, la Jordanie et l'Irak, auxquels il faut ajouter l'OLP.

Ces mauvaises relations avec la *Turquie* sont nées d'actes hostiles commis par Damas, notamment la revendication de la province de Hatay (au sud-est du pays) ou le soutien apporté aux activités terroristes du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) et de l'Armée Secrète de Libération de l'Arménie (ASALA). Mais ces tensions ont parfois aussi abouti à de véritables engagements armés. Ainsi, le 21 octobre 1989, les forces syriennes ont abattu un avion civil turc au-dessus du Hatay et elles ont ouvert le feu à travers la frontière dans la même région, le 6 novembre suivant. Les Turcs ont réagi à ces attaques avec modération. Ils n'ont émis que quelques critiques au sujet du gouvernement Assad et encore moins de menaces de représailles (Turgut Özal, alors premier ministre, s'est contenté d'évoquer l'éventuel blocage du cours de l'Euphrate, à la fin de 1989) (2).

Les désaccords avec *Chypre* reposent surtout sur la volonté syrienne de maîtriser l'espace aérien actuellement sous contrôle chypriote. En 1987, pour faire pression sur les autorités de Nicosie, les Syriens ont interdit l'accès de l'aéroport de Damas aux compagnies aériennes qui utilisaient l'aéroport de Chypre. Au début de 1990, ils ont exigé des Chypriotes qu'ils leur cèdent une large partie de leur espace aérien, en laissant planer le spectre d'une vengeance, au cas où leur requête ne serait pas satisfaite.

Environ deux tiers du *territoire libanais* sont aujourd'hui sous contrôle direct de l'armée syrienne. La présence de dizaines de milliers de soldats syriens, avalisée par les accords de Taef, montre que cette occupation se prolongera longtemps encore.

La confrontation entre Palestiniens et Israéliens tend à monopoliser l'attention des observateurs, et l'on oublie parfois que les relations entre la Syrie et *Israël* demeurent d'une importance cruciale dans le conflit qui oppose les pays arabes à

Israël. Comme ne cessent de le répéter les media syriens : « Il ne peut y avoir de paix sans la Syrie ». Et il n'est pas exagéré d'affirmer que, depuis 1983, c'est le gouvernement Assad qui, plus que tout autre, a orienté la nature du conflit. C'est lui, en effet, qui détermine la position arabe sur la guerre et la paix. Et s'il adoptait la même attitude que les trois autres voisins d'Israël, la question serait rapidement réglée.

Quant à l'antagonisme entre l'OLP et Damas, il remonte à plusieurs années. Il s'enracine dans la conviction des Syriens que les Palestiniens devraient être sous leur contrôle. Dans cette perspective, les forces syriennes ont combattu l'OLP à diverses reprises, en particulier au Liban en 1976 et 1983. Et le régime Assad a fermement appuyé les factions palestiniennes hostiles à Yasser Arafat dirigées par George Habbache, Naef Hawatmeh, Ahmad Jibril, Abou Nidal et Abou Moussa. Pour parfaire cette stratégie, les media syriens sermonnent régulièrement l'OLP pour sa versatilité, sa faiblesse et son égoïsme.

L'influence de la Syrie sur la *Jordanie* s'exerce de façon plus subtile; mais elle est néanmoins très forte. Amman n'ose guère s'écarter du point de vue de Damas sur des sujets aussi délicats que l'avenir de la Rive Ouest du Jourdain ou l'éventuelle organisation d'une Conférence internationale sur le Moyen-Orient. Selon Yohanan Ramati, à la fin de 1985 ou en 1986, Damas et Amman auraient d'ailleurs conclu un accord tacite aux termes duquel le roi Hussein acceptait l'hégémonie syrienne au Liban et en Palestine en échange d'une promesse de non-ingérence dans les affaires jordaniennes (3).

Ces derniers temps, les relations entre la Syrie et l'*Irak* se sont considérablement dégradées. La guerre des mots entre les deux pays a pris des proportions effrayantes. Saddam Hussein est ainsi qualifié de « bourreau assoiffé de sang arabe » et son régime est traité de « fasciste » (4). Les autorités irakiennes répliquent en dénonçant Assad comme « un esclave de charlatans », à la tête d'un « régime perfide » (5). Bagdad n'hésite pas, de surcroît, à appeler l'armée syrienne à renverser le gouvernement. Par crainte de possibles infiltrations, les Irakiens ont vidé de sa population une zone-tampon située le long de la frontière syrienne.

Cela dit, les méfaits de la Syrie s'étendent au-delà de ses voisins immédiats. Le régime de Hafez el-Assad soutient activement le terrorisme. Plus de trente groupes, allant du Parti populaire syrien à celui de l'Égypte Arabe, sont implantés dans des régions sous contrôle syrien ou reçoivent une aide impor-

tante de Damas (6). Bien que les actions terroristes soient moins nombreuses depuis 1986 (en particulier contre les Occidentaux), elles n'ont pas totalement cessé, comme en témoigne l'attentat contre le Boeing de la Pan Am perpétré en décembre 1988. Et l'infrastructure terroriste reste en place.

En outre, Assad demeure le principal allié de Moscou au Moyen-Orient. Même si les relations soviéto-syriennes se sont quelque peu dégradées depuis l'avènement de Mikhaïl Gorbatchev, du matériel soviétique sophistiqué parvient toujours en Syrie et la coopération militaire entre les deux pays s'intensifie. En 1988, Assad a autorisé l'URSS à construire une base navale dans le port de Tartous, grâce à un bail à durée indéterminée. Il s'agit-là de la seule base soviétique en Méditerranée. Selon des responsables de l'OTAN (7), Tartous renforce significativement la présence navale de l'URSS dans cette zone.

Enfin, Assad a imposé à la population syrienne un État policier de type soviétique, avec toute la brutalité, la pauvreté et l'humiliation inhérentes à ce système. Il s'est, par surcroît, montré impitoyable vis-à-vis de l'Opposition afin de faire régner l'ordre dans une Syrie qui était, auparavant, la république bananière du Moyen-Orient. Désormais, le pays fonctionne au profit d'une Nomenklatura restreinte. Le long palmarès des mauvaises actions d'Assad démontre clairement l'intérêt de réduire ses pouvoirs ou d'y mettre un terme. Le monde extérieur devrait s'y employer tant que le Président syrien est affaibli, ce qui est le cas actuellement.

### Le borbier de Hafez el-Assad

La chute de la vieille garde, en Europe de l'Est, a de nombreuses conséquences pour Assad. Par le passé, non seulement celle-ci lui prodiguait une importante aide matérielle (subsidés, entraînement militaire, renseignement, armements, bourses...), mais encore elle lui assurait un soutien enthousiaste. Lorsque Assad faisait l'objet d'attaques dans les forums internationaux, les dirigeants de l'Est prenaient sa défense; ils assistaient également aux manifestations de prestige qu'il organisait. Or, aujourd'hui, les nouveaux responsables centre-européens tendent à rompre les liens avec les amis de leurs prédécesseurs. Et, plus encore, pour reprendre une expression du ministre israélien des Affaires étrangères, Moshé Arens, « ils font la queue » pour renouer des relations avec Israël (8). On

dit même qu'ils auraient transmis des dossiers secrets aux services de Renseignement israéliens. Assad en personne a d'ailleurs reconnu cette situation : « Israël est devenu le principal bénéficiaire des évolutions récentes », admettait-il au début du mois de mars dernier (9).

Les changements intervenus en Europe orientale ont aussi suscité, parmi les journalistes et les intellectuels arabes, des questions embarrassantes au sujet de la légitimité politique. « Pourquoi les Arabes devraient-ils subir éternellement des régimes policiers? Qu'en est-il chez nous de la démocratie, des droits civiques, de l'État de droit? » demandent-ils. Un éditorial, publié au Koweït et largement repris par les media internationaux affirmait, il y a quelques mois : « le peuple s'est éveillé et le châtement est proche » (10). Ces débats semblent avoir un large écho à l'intérieur de la Syrie. Fait révélateur, la télévision syrienne n'a pas retransmis la chute sanglante de Nicolae Ceausescu.

Pour Assad, ce qui s'est passé en URSS est encore plus préoccupant. Gorbatchev ne s'est pas ému de l'éviction des anciens dirigeants est-européens — et peut-être l'a-t-il favorisée. Pourquoi n'agirait-il pas de même en Syrie? À l'occasion d'un entretien privé avec des personnalités occidentales, Alexandre Zotov, l'ambassadeur soviétique à Damas, a déclaré avoir dépeint Assad, auprès de Gorbatchev, comme le « Brejnev syrien ». Une définition que le Président syrien redoute, dans la mesure où elle implique, pour l'avenir, une diminution du soutien soviétique dont il bénéficiait jusqu'à présent.

De plus, les dirigeants soviétiques voient, pour leurs ressources, des affectations plus urgentes que l'approvisionnement en armements de la Syrie; et ils ont d'autres priorités, ces derniers temps, que le conflit israélo-arabe. Franchissant une étape sans précédent, à la fin de 1989, le délégué soviétique auprès des Nations Unies s'est abstenu lors du vote d'une proposition libyenne visant à exclure Israël de l'ONU. Jusqu'alors, Moscou avait toujours voté en faveur de telles résolutions. Pour reprendre, une fois encore, une conclusion de Moshé Arens, Assad « sait aujourd'hui qu'il ne dispose plus du même degré de soutien systématique de la part de l'Union soviétique » (11).

Quoi qu'il en soit, Assad tente de sauver les apparences. « Nos relations avec l'URSS n'ont pas changé » (12). Elles demeurent « aussi solides que par le passé » (13) déclare-t-il. Il n'est cependant pas dupe, et ses initiatives récentes prouvent

qu'il a reconnu la nécessité de trouver un compromis. En ce sens, le fait le plus marquant est peut-être la reprise de liens formels complets avec l'Égypte, le 27 décembre 1989. Cela, après avoir pendant des années qualifié les dirigeants du Caire de « traîtres », en raison de la signature des accords de Camp David. Mais Damas a également pratiqué d'autres ouvertures en affirmant sa volonté d'engager un dialogue bilatéral avec Israël; en améliorant ses rapports avec Yasser Arafat et en cessant de bloquer les efforts du leader palestinien en vue d'élaborer un règlement politique avec Israël; en acceptant les accords de Taef destinés à trouver une solution négociée à l'imbroglio libanais; et, enfin, en entretenant de meilleures relations avec le Maroc.

Mais les difficultés auxquelles se heurte Assad ne proviennent pas toutes d'Union soviétique. Certaines sont purement internes et, parmi elles, les plus graves sont probablement liées à l'économie, au point mort depuis des années. La situation du pays s'est détériorée avec le déclin des revenus pétroliers et l'accroissement des dépenses militaires. La Syrie s'est embourbée dans une inefficacité à la soviétique. Le manque de pièces détachées a conduit les usines à fonctionner largement au-dessous de leurs capacités. Pour 30 %, la force de travail est employée dans l'agriculture; pourtant, la Syrie doit importer des céréales. Les villes subissent fréquemment des coupures d'électricité. À plusieurs reprises, les réserves en devises sont tombées à vingt jours d'autonomie à peine. Et l'on dit que des agents syriens présents sur les hauteurs du Golan occupées par les Israéliens ont vu leurs émoluments réduits de moitié.

Pour faire face à ces problèmes, Assad demande des sacrifices à ses concitoyens :

« Nous souffrons de carences économiques. Nous les ressentons tous... Nous devons passer du déséquilibre à l'équilibre économique et d'un état de surconsommation caractérisé par des importations excessives [...] à un état de consommation rationalisée... L'auto-suffisance passe par une production accrue et une consommation moindre... Et cette consommation limitée mécontentera sans doute nombre d'entre nous » (14).

Ces appels permettent de justifier la pression exercée sur les pauvres. En revanche, ceux qui ont la chance de connaître les bonnes filières n'ont guère à réduire leur consommation.

### Huit modestes suggestions

Les situations évoluent d'une façon particulièrement rapide au Moyen-Orient. En 1986, le gouvernement irakien paraissait près de s'effondrer; or, aujourd'hui, il menace publiquement de détruire la moitié d'Israël à l'aide d'armes chimiques perfectionnées. La même année, Assad semblait dominer la politique dans cette région; à présent, il est terriblement affaibli. Dans la meilleure tradition des cow-boys de l'Ouest sauvage, le monde extérieur devrait donc frapper l'ennemi tant qu'il est à terre et tirer parti des déconvenues de Hafez el-Assad, qui ne sont probablement que temporaires.

Les instruments qui permettent de défier Assad ne sont peut-être pas parfaits; mais ils peuvent suffire à limiter son pouvoir et même à renverser son régime. L'Ouest dispose pour cela de plusieurs options, plus ou moins ambitieuses — exception faite de l'action militaire directe, qui ne semble pas envisageable.

*Attendre jusqu'au bout.* À défaut d'action plus résolue, les Occidentaux peuvent simplement patienter jusqu'à la mort de Hafez el-Assad. Cette disparition ne saurait trop tarder car le Président syrien, né en 1930, est un homme malade. En novembre 1983, il a failli mourir d'une déficience cardiaque et il est également diabétique. Les symptômes de ces affections sont perceptibles, même pour le non-initié: ses cheveux ont rapidement blanchi; il a le teint cireux et paraît constamment crispé. Selon des témoins oculaires, son bras gauche serait paralysé et son acuité visuelle sévèrement réduite.

La santé d'Assad est de première importance pour l'avenir de son pays. Brillant tacticien, il assume seul les jongleries de l'État syrien. S'il lui arrivait quelque chose, la situation changerait du jour au lendemain. La répétition générale qui a eu lieu en 1983 a montré que son décès provoquerait une lutte fratricide pour la succession. Et dans cet affrontement, il est pratiquement certain que le pouvoir accumulé par Assad en vingt ans se dissiperait. Damas retrouverait ainsi un statut de second plan.

*Convaincre l'URSS de réduire son soutien à Assad.* L'agressivité de la Syrie diminuerait très probablement si le Kremlin limitait le flot d'armements livré à son client damascène. Sur ce point, la situation est cependant confuse. Alexandre Zotov a déclaré officiellement que son gouvernement ne fournirait aux Syriens « qu'un approvisionnement défensif raisonnable » (15).

Mais il a immédiatement après convoqué une conférence de presse pour revenir sur son affirmation. Et une quantité impressionnante de matériel soviétique sophistiqué (notamment, des MIG 29, des Sukhoï 24, des Scud B et des SS 21) est arrivée en Syrie dans les deux dernières années.

La signification de ces données contradictoires donne donc lieu à une controverse animée. Dan Shomron, chef de l'État-Major général israélien, est sceptique quant au changement : « Bien que l'Union soviétique parle de réduire son aide à la Syrie, en pratique on constate que cette aide et que les moyens de mener une guerre moderne continuent d'y parvenir » (16). Le Département d'État américain partage cette analyse et souligne qu'il attend toujours, dans ce domaine, de voir les discours effectivement traduits en actes concrets.

En revanche, d'autres observateurs estiment que les choses ont significativement changé. En 1987, un diplomate occidental anonyme affirmait au *Washington Post* que « le flot d'armements s'est considérablement tari » (17). John P. Hannah soutient, pour sa part, que les cargaisons d'armes à destination de la Syrie ont chuté de plus de moitié depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev (18). Certains, enfin, tentent de concilier ces deux thèses en estimant que les livraisons de matériel militaire se sont poursuivies, mais qu'elles se sont accompagnées de pressions destinées à pousser les autorités syriennes vers des solutions négociées (19).

*Modifier la nature des relations entre l'Ouest et Damas.* Il faudrait, par exemple, renoncer à des déclarations du genre de celle de l'ancien Secrétaire d'État adjoint américain, Richard Murphy : « La Syrie a trop à gagner et a un important rôle à jouer dans la réalisation d'une œuvre durable à l'échelle régionale » (20). Au contraire, il faudrait dénoncer les pratiques syriennes dans les assemblées qui se consacrent à la protection des droits de l'Homme; désigner Damas comme l'un des principaux fauteurs de trouble au Moyen-Orient; et rendre publiques les accusations contre le terrorisme financé par Damas.

*Limiter la représentation diplomatique syrienne.* Par leur taille et par leur nombre, les missions syriennes (y compris la délégation auprès des Nations Unies) sont trop importantes au regard des exigences de la diplomatie. Et de multiples preuves attestent qu'elles interviennent également dans l'acquisition d'armements et de crédits, et dans le secteur du Renseignement. C'est pourquoi il faudrait à la fois les réduire et les surveiller

plus étroitement. Dans certains cas, il serait même souhaitable de remercier quelques ambassadeurs et de rompre toute relation formelle avec la Syrie.

*Imposer des restrictions à la circulation entre la Syrie et le reste du monde.* On pourrait ainsi imaginer de limiter — voire de faire disparaître — des liaisons aériennes; d'exiger davantage d'informations sur les Syriens ayant demandé des visas; de contrôler plus activement les étudiants syriens venus étudier à l'Ouest; et de dissuader les représentants des gouvernements de se rendre en Syrie.

*Obtenir la coopération des dirigeants arabes.* Les États arabes favorables à l'Ouest peuvent être d'un grand secours. Les Saoudiens, et d'autres encore, peuvent cesser totalement leur aide financière à Damas. Ils peuvent mettre un terme à leur collaboration dans le domaine du Renseignement. Il faudrait les amener à concentrer leurs initiatives diplomatiques sur un objectif : le retrait des forces syriennes du Liban. Et les média contrôlés par l'État devraient arrêter de soutenir le point de vue du régime Assad.

*Infliger des sanctions économiques.* L'inefficacité de la planification et la crainte du Président syrien d'exiger trop de la population offrent à l'Ouest une marge de manœuvre. Le fardeau des quelque 4 milliards de dollars consacrés chaque année aux dépenses militaires durant la dernière décennie repose sur des alliés extérieurs — essentiellement l'URSS et les États arabes exportateurs de pétrole — car Assad n'ose pas augmenter le taux d'imposition en Syrie, bien qu'il soit extrêmement bas. Cette situation fournit des moyens de pression non négligeables pour pousser le régime de Damas à modifier sa conduite. Au terme d'une étude relative à l'économie syrienne, Patrick Clawson conclut, en effet : « contrairement à ce que l'on pense habituellement, la Syrie est sensible aux pressions extérieures... Cette vulnérabilité est d'ordre économique parce que l'économie syrienne est extraordinairement dépendante de l'Union soviétique et des États arabes producteurs de pétrole » (21).

Les gouvernements occidentaux peuvent restreindre les échanges par de nombreux moyens, d'ampleur plus ou moins grande. Ils ont la possibilité de réduire ou de supprimer les crédits de soutien au commerce avec la Syrie; les ventes subventionnées (surtout pour les produits agricoles comme le beurre); les garanties aux investissements; et les fonds octroyés par le FMI ou la Banque mondiale. Les quotas dont bénéficie

la Syrie dans le cadre de l'accord multi-fibres peuvent être suspendus. Et pourquoi ne pas mettre unilatéralement un terme à l'activité des joint-ventures, en particulier celles dans lesquelles les entreprises occidentales sont partenaires à part égale pour l'extraction du pétrole (Pecten, Shell, Deminix). Les États-Unis ont agi ainsi par le passé à l'égard de la Libye. De surcroît, l'Ouest peut cesser d'exporter des biens sensibles vers la Syrie, notamment du matériel de forage pétrolier ou des équipements destinés à l'armée et à la police. Et pour assurer à ces mesures plus d'efficacité, les tierces parties devraient se voir interdire la revente de tels biens aux Syriens.

*Renforcer les ennemis extérieurs.* De nombreux étrangers redoutent les intentions de Hafez el-Assad et souhaitent contenir les ambitions du régime de Damas. Les quatre États souverains voisins de la Syrie aimeraient voir ce pays aux mains d'un gouvernement moins belliqueux. Les Occidentaux devraient collaborer avec la plupart d'entre eux. La *Turquie* est membre à part entière de l'OTAN. *Israël* est le principal bastion des intérêts occidentaux au Moyen-Orient. Et la *Jordanie* est liée aux États-Unis depuis des décennies. Certes, les Turcs et les Israéliens disposent de la plus forte puissance militaire, mais la Jordanie peut, elle aussi, jouer un rôle, tout comme les formations qui, au *Liban*, combattent la domination syrienne (qu'il s'agisse du général Aoun, des Forces Libanaises ou des mouvements intégristes sunnites et chiites). Si l'on en croit l'Opposition interne, deux millions de Syriens auraient fui leur pays. Même si ce chiffre est exagéré, ces exilés constituent un groupe de personnes actives et talentueuses qui, sans doute pour nombre d'entre elles, espèrent ardemment un changement de régime à Damas.

### Faut-il aider les Sunnites à s'emparer du pouvoir?

La dernière option consiste à aider les ennemis intérieurs de Hafez el-Assad à le déstabiliser. Le Président syrien se doute depuis longtemps que le gouvernement américain cherche à le renverser. Il déclarait, en décembre 1980 : « L'unique préoccupation des États-Unis et d'Israël est de provoquer l'effondrement de la Syrie ou de l'affaiblir au point de la contraindre au compromis. Leur but est de placer la Syrie dans une position telle qu'elle ressente le danger résultant de cette situation

comme plus sérieux que l'éventualité d'une agression israélienne » (22). Bien que Assad ait tort — car l'Amérique n'a jamais poursuivi une telle politique et Israël l'a très rarement fait — il est intéressant d'examiner les conséquences de son analyse.

Et, pour cela, il faut commencer par dire quelques mots de la politique ethnique de la Syrie. Hafez el-Assad et un noyau dur de dirigeants syriens appartiennent à une petite communauté religieuse méprisée : les Alaouites. Ce groupe, qui représente environ 12 % de la population totale, a dominé le gouvernement jusqu'en 1966, généralement au déplaisir de la majorité sunnite. Les Alaouites au pouvoir se sont montrés tout spécialement hostiles à Israël pour effacer le souvenir de leur tradition historique d'amitié à l'égard du sionisme et, aussi, pour rattraper l'hostilité des Sunnites vis-à-vis de l'État hébreu. Les efforts consentis en vue de détruire Israël séduisent, en effet, les Sunnites frustrés de droits, car ils leur fournissent un point commun avec le régime.

Si les Sunnites accédaient au pouvoir à Damas, le gouvernement syrien ne ferait peut-être pas automatiquement preuve de plus de souplesse; mais, au moins, une telle évolution deviendrait-elle possible. Moins dépendants de la lutte contre Israël pour prouver leur attachement aux valeurs arabes et musulmanes, ils accorderaient probablement davantage d'attention aux coûts économiques, sociaux et politiques de ce conflit. Tout comme Charles de Gaulle a pu mettre fin à la présence française en Algérie, ou comme Richard Nixon a ouvert des relations avec la Chine, un Sunnite pourrait parfaitement faire la paix avec Israël.

Parmi les multiples groupes d'opposition et les organisations qui les coiffent (tel le Front National pour le Salut de la Syrie), un seul mouvement dispose d'une force suffisante pour chasser Assad : les musulmans intégristes et, surtout, les Frères Musulmans. Dirigés par Adnan Saad ad-Din, ceux-ci sont bien organisés, nombreux et déterminés; et leurs actions passées témoignent de leur volonté de renverser le régime actuellement en place. Assad n'est parvenu à les écraser qu'en ayant recours à la plus extrême brutalité. Bien que la férocité des autorités se soit révélée efficace, elle n'a pas empêché le développement d'une opposition si vaste et profonde qu'une nouvelle phase de résistance active paraît imminente.

Un succès des intégristes favoriserait-il les intérêts occidentaux? À l'évidence, l'accession des Frères Musulmans au pou-

voir à Damas n'irait pas sans poser quelques problèmes. Les intégristes haïssent l'Ouest plus intensément que les dirigeants laïcs aujourd'hui en place. Assad combat politiquement les Occidentaux, mais il porte une cravate! Les intégristes, eux, rejettent même cet accessoire; ils pourraient — est-on en droit de penser — s'allier avec Téhéran, aider leurs homologues libanais à s'emparer de la Direction de leur pays, défier la monarchie jordanienne. Et, compte tenu de leurs accusations à l'encontre de Assad, taxé de mollesse à l'égard d'Israël, manifester un anti-sionisme encore plus virulent que celui de l'actuel régime syrien. Le remède pourrait donc être pire que le mal.

Ces hypothèses sont cependant peu vraisemblables. Il faut, bien entendu, toujours faire preuve d'une prudence extrême lorsqu'il s'agit d'envisager un soutien aux intégristes. Mais on peut raisonnablement espérer que les bénéfices tirés de l'octroi d'une aide aux Frères Musulmans en compenseront les risques. Malgré son empreinte intégriste, un gouvernement dirigé par ce mouvement ne s'allierait sans doute pas aux responsables iraniens, pour la bonne raison que ceux-ci sont étroitement liés à Assad depuis dix ans. Et ce raisonnement vaut également en ce qui concerne la Libye et l'Union soviétique. Si tous ces pays devaient devenir les ennemis des musulmans intégristes, les nouveaux dirigeants syriens n'auraient d'autre choix que l'amélioration de leurs relations avec l'Ouest et les États arabes pro-occidentaux.

De surcroît, bien que les Frères Musulmans aient pour ambition de gouverner dans le respect des principes de l'Islam, il semble que nombre d'entre eux aient rejoint l'organisation sans se soucier de cet objectif. Leur mobile était simplement d'adhérer au seul mouvement qui unit les Sunnites contre leurs oppresseurs alaouites. D'ailleurs, certains ne sont même pas des musulmans pratiquants. Un membre repent, Ahmad al-Jundi, avait même à l'occasion d'un entretien télévisé ne pas prier et ne pas respecter le jeûne durant le Ramadan (23)!

On pourra faire remarquer que les musulmans intégristes ont un lugubre palmarès en matière de droits de l'Homme et de démocratie, et que les Frères Musulmans de Syrie ne dérogent probablement pas à cette règle. Pourtant, un universitaire de gauche, qui devrait être enclin à se méfier des garanties proposées par les intégristes syriens pour la restauration des libertés individuelles, prend leurs requêtes au sérieux. Les réflexions mélancoliques de Hanna Batatu méritent notre attention :

« Au cours des trois dernières décennies, l'accession au pouvoir — en Syrie et ailleurs dans le monde arabe — de groupes non-représentatifs; leur gestion des affaires publiques préjudiciable à l'intérêt général; leur élimination violente et souvent sanglante de toute dissidence; leur mépris pour les écrivains, les journalistes et les professeurs; enfin, la triste détérioration de la pensée arabe ont poussé la question des libertés fondamentales sur le devant de la scène politique. À travers d'amères expériences, un nombre croissant de Syriens politiquement conscients ont réalisé que ces libertés sont des valeurs humaines très importantes et possèdent une énorme signification pratique. Ce qui, dans les années 40, n'était que de simples slogans est devenu aujourd'hui une foi vivante » (24).

Même si cette analyse est trop optimiste, on peut affirmer que le régime qui succédera à celui de Hafez el-Assad sera probablement moins brutal et moins agressif.

Bien qu'aucune des neuf options dont il vient d'être question ne soit aisément réalisable et totalement séduisante, elles posent néanmoins les limites inférieures et supérieures de la politique occidentale face à la Syrie. Le temps ne se chargera pas de trancher en faveur de l'une ou l'autre; les Occidentaux doivent donc commencer par réfléchir de façon pertinente et raisonnable aux dangers présentés par Damas.

Il est inutile d'espérer que de modestes pressions ou de petits encouragements seront suffisants pour limiter le terrorisme syrien. Et il est encore plus illusoire de vouloir convaincre Assad que l'utilisation de telles méthodes va contre son intérêt. Intimider Assad en le harcelant avec quelques avions de combat (comme le gouvernement américain a tenté de le faire à la fin de 1983) est aussi inadapté que d'essayer de gagner ses faveurs en le qualifiant d'« acteur efficace » au Liban (comme l'a affirmé le Département d'État en juillet 1984 (25)). Pour influencer la politique syrienne, il faut plutôt faire preuve de fermeté et avoir le courage d'affronter les revers.

(1) *Sawt Amal*, 30 juillet 1980.

(2) *Gunaydin*, 2 octobre 1989; *Financial Times*, 23 octobre 1989.

(3) Yohanan Ramati, « Moscow and Damascus », *Global Affairs*, Printemps 1989, p. 99.

(4) *Al-Ba'th*, 12 juin 1989; Muhammad Zuhayr Mashariqa, Radio Damas, 6 octobre 1988.

(5) *Ath-Thawra*, 21 octobre 1988; *Al-Iraq*, 22 décembre 1988.

(6) Cf. Daniel Pipes, « Terrorism: The Syrian Connection », *National Interest*, Printemps 1989, pp. 20-21.

- (7) *Jane's Defence Weekly*, 29 juillet 1989.
- (8) *Kol Yisrael*, 28 décembre 1989.
- (9) Télévision de Damas, 8 mars 1990.
- (10) *As-Siyasa et Arab Times*, 26 décembre 1989.
- (11) *Kol Yisrael*, 28 décembre 1989.
- (12) Radio Damas, 27 février 1990.
- (13) Radio Damas, 8 mars 1990.
- (14) Radio Damas, 28 février 1986.
- (15) *The Washington Post*, 20 novembre 1989.
- (16) Télévision de Jérusalem, 9 octobre 1989.
- (17) *The Washington Post*, 25 septembre 1987.
- (18) *The New York Times*, 28 novembre 1989.
- (19) *Jerusalem Post* (édition internationale), 8 avril 1989.
- (20) Témoignage devant le Comité de la Chambre des Représentants chargé des Affaires étrangères, 28 janvier 1986.
- (21) Patrick Clawson, « Syria Military Build-Up and Economic Crisis », *Policy Paper*, Washington Institute for Near East Policy, 1990.
- (22) *Ar-Ray al-Amm*, 6 décembre 1980.
- (23) Repris par *Ath-Thawra*, 28 septembre 1980.
- (24) Hanna Batatu, « Syria's Muslim Brethren », *Merip Reports*, novembre-décembre 1982, p. 13.
- (25) *The New York Times*, 26 juillet 1984.